

LA FIGURE D'ABDELKRIM AL KHATTABI À LA HAUTEUR DE NOTRE TEMPS

María Rosa de Madariaga*

Un enfant, que l'on prénomma Mohamed, mais qui sera mondialement connu sous le nom de son père Abdelkrim, naquit vers 1882 à Ajdir, un village surplombant la baie d'Alhoceïma, sur la côte méditerranéenne du Maroc, situé dans le territoire des Aït Youssef Ou 'Ali, une des cinq fractions ou clans des Beni Ouriaghel, la tribu la plus étendue et la plus peuplée du Rif central.

Abdelkrim n'est pas issu d'une famille de chérifs (*Chorfa*), c'est-à-dire de descendants du Prophète ou considérés comme tels, ni de marabouts ou de saints hommes (*awliya as-salihin*), mais de ce que l'on pouvait appeler « une élite intellectuelle », par le niveau d'études et de connaissances très au dessus de la majorité des Rifains, ce qui lui vaut le titre de *faqih* qui lui conférait un grand prestige et une immense autorité morale au sein de sa communauté. Le faqih Abdelkrim était très attaché à l'éducation, qu'il considérait essentielle pour élever le niveau culturel de son peuple. Contrairement à beaucoup de ses contributeurs, en particulier ceux des « fractions de la montagne », hostiles aux relations avec les chrétiens ou les Européens en général, le faqih Abdelkrim pensait qu'une aide extérieure était nécessaire pour faire sortir son peuple de son retard et le faire accéder au progrès.

*. María Rosa Madariaga (de), Universitaire espagnole, spécialiste des relations hispano-marocaines. Docteur en Histoire à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne). Aujourd'hui en retraite, elle a été pendant des années fonctionnaire internationale à l'UNESCO, notamment au Secteur de la Culture. Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages dont : *Abd-el-Krim el Jatabi, La lucha por la independencia*, Alianza Editorial, Madrid, 2009 / *Marruecos, ese gran desconocido. Breve historia del Protectorado español*. Alianza Editorial Madrid, 2013 / *Historia de Marruecos*, Los Libros de la Catarata, Madrid, 2017.

Le faqih Abdelkrim estimait que la Conférence d'Algésiras de 1906 qui reconnaissait la souveraineté du sultan, assignait à l'Espagne un rôle prépondérant dans la zone septentrionale du Maroc. De ce fait, l'Espagne pourrait apporter une importante contribution économique et technique pour le progrès du Rif, d'autant que l'Espagne, affaiblie par ses défaites coloniales de 1898 en Amérique – Cuba, Porto Rico – et en Asie – îles Philippines –, n'était pas en mesure de se lancer dans de nouvelles aventures coloniales. Mais, en tant que puissance européenne, celle-ci possédait la capacité nécessaire pour contribuer à la transformation et la modernisation des structures archaïques du Maroc. C'est dans cet esprit que le faqih Abdelkrim prit l'importante décision de collaborer avec l'Espagne.

Tout d'abord il envoie son fils Mohamed à Fès suivre une solide formation juridique islamique. Celui-ci y reste deux ans, de 1902 à 1904, à la prestigieuse université Al-Qarawiyyîn. Puis, il l'envoie à Melilla où Mohamed va enseigner de 1907 à 1913 l'arabe et le Coran dans une école primaire (*al-madrasat al-ibtida'iyyat al-islâmiyya*) que les Espagnols venaient d'ouvrir pour les fils de Marocains établis dans la ville. Croyant fermement, tout comme son père, aux bénéfices de l'éducation pour émanciper son peuple, il va assurer la tâche d'enseignant avec enthousiasme et dévouement, comme il l'expliquera lui-même plus tard dans ce que l'on a convenu d'appeler *Mémoire de la Réunion*.¹

Outre son activité d'enseignant, Mohamed ben Abdelkrim se consacre également au journalisme. Il rédige de 1907 à 1915 une chronique quotidienne en arabe, en première page du *Telegrama del Rif*, dans laquelle il aborde plusieurs sujets d'actualité. Cette expérience de journaliste lui permet de compléter sa formation politique et d'avoir une perspective plus large de la situation internationale.

La formation de Mohamed ben Abdelkrim sera marquée par une énorme curiosité intellectuelle qui le pousse à vouloir être informé de tout ce qui survient en Europe et dans le monde. Il est abonné à de nombreux journaux et magazines, et il en reçoit d'autres envoyés par des amis. Quand les troupes de la Légion envahirent Ajdir le

1. Abdelkrim Al Khattabi, *Mémoire de la Réunion*, édition bilingue arabe-français (traduction française de Thami Azzemouri), p. 42 du texte français

2 Octobre 1925, elles trouveront dans la maison d'Abdelkrim, avant de la raser et l'incendier, six cents livres espagnols.

En juin 1910, Mohamed ben Abdelkrim est nommé secrétaire-interprète du Bureau des Affaires Indigènes ; en 1913, cadi de ce Bureau et quelques mois plus tard premier juge (*qâdi al qudat*) de Melilla. Il quitte alors son poste d'enseignant de ce qu'on appelait l'École Indigène, ne pouvant faire face à tant d'occupations à la fois. C'est au cours de cette période que Mohamed ben Abdelkrim reçoit divers honneurs en récompense de ses services : en janvier 1912, il est nommé chevalier de l'Ordre d'Isabelle la Catholique ; en mars de la même année, il est décoré de la Croix de Première Classe du Mérite Militaire, avec badge blanc ; en mars 1913 il reçoit la Croix de Première Classe du Mérite Militaire, avec badge rouge, et en octobre de la même année, la Médaille d'Afrique lui est octroyé.

La collaboration avec la famille Al Khattabi, commencée avant 1912, s'est ainsi poursuivie après la signature du Traité de 1912.

La Première Guerre Mondiale vient bouleverser entièrement la situation. L'incertitude quant à l'avenir de la zone du Protectorat dans le cas d'une défaite de la France dans la guerre va mener à un changement d'attitude du faqih Abdelkrim et de son fils Mohamed envers l'Espagne. Sans la combattre, ils n'étaient plus disposés à lui prêter leur appui comme auparavant. L'entrée de la Turquie dans la guerre aux côtés de l'Allemagne le 31 octobre 1914 fut un événement important. L'hostilité envers la France, qui occupait la plus grande partie du Maroc, suscitait, par ricochet, des sympathies envers l'Allemagne, même si cette dernière, en tant que puissance européenne après tout, pouvait aspirer à remplacer la France au Maroc, si jamais la France était un jour vaincue. Par contre, la Turquie était un État islamique auquel tous les musulmans se devaient d'appuyer dans sa lutte contre la France qui opprimait le Maroc.

L'appui du faqih Al Khattabi à la cause germano-turque ne passa pas inaperçu des autorités du Rocher d'Alhoceïma, qui vont dénoncer à Melilla son comportement. Dans le but de connaître quelles étaient ses intentions et celles de son fils, elles dépêchent à Melilla le capitaine Sist, chef du Bureau des Affaires Indigènes d'Alhoceïma pour qu'il interroge personnellement le cadi Abdelkrim. Les déclai-

rations qu'il fit à Sist ont été considérées comme très dangereuses car, tout en admettant l'occupation par l'Espagne des territoires déjà conquis, il affirmait son intention de s'opposer à l'avance des troupes espagnoles et à l'occupation des territoires qui faisaient partie de la zone du Protectorat attribuée à l'Espagne. Ses paroles sur « l'indépendance du Rif » non occupé et sa volonté de s'opposer à l'occupation de Beni Ouriaghel avaient de quoi inquiéter. Elles constituent ce que j'ai appelé « le premier manifeste anticolonial d'Abdelkrim »².

Le haut commissaire, général Gómez Jordana, décide alors de démettre le cadi Abdelkrim de toutes ses fonctions et, le 6 septembre 1915, il fut jeté en prison. Les charges contre le cadi Abdelkrim, lors des poursuites engagées à son encontre, étaient surtout basées sur le rapport du capitaine Sist, même si le juge d'instruction déclarait le 5 novembre que, puisque les accusations contre l'inculpé étaient basées sur des informations fournies par des personnes hostiles au père et fils, il n'y avait pas de délit et l'on pouvait interrompre la procédure. L'auditeur militaire confirmait le verdict du juge instructeur, mais il émettait dans le rapport son avis sur les idées politiques de Mohamed ben Abdelkrim. Tout en les considérant comme dangereuses, il ne pensait qu'elles pouvaient être qualifiées de délit, et donc sanctionnées. Puisqu'il n'avait pas été déclaré coupable, on s'attendait à sa mise en liberté, mais les autorités espagnoles en décidèrent autrement. Par décision du haut commissaire Gómez Jordana, Mohamed ben Abdelkrim est maintenu en prison. C'était une décision dictée par des raisons politiques. Elle visait à obliger son père à apporter de nouveau sa collaboration aux autorités espagnoles. On peut donc considérer que Mohamed ben Abdelkrim a été détenu comme un otage. Il va rester en prison jusqu'à la fin juillet 1916, date à laquelle les autorités espagnoles décident sa mise en liberté, après que le père eut promis de retirer son appui à la cause germano-turque et de collaborer à nouveau avec l'Espagne.

Mohamed ben Abdelkrim n'a cependant été rétabli dans ses fonctions de cadi qu'en avril 1917. C'est également à cette même année que les autorités espagnoles décident de financer les études de

2. Archivo General Militar de Madrid (AGMM), Documentos de Abdelkrim, legajo 2, carpeta 10, Boîte 1531.

son petit frère, M'hamed, qui s'est rendu à Madrid en octobre 1917 pour préparer son entrée à l'École Supérieure d'Ingénieurs des Mines.

Des doutes sur « l'action civilisatrice » de l'Espagne au Maroc firent peu à peu leur chemin dans l'esprit du faqih Abdelkrim Al Khattabi et de son fils Mohamed. Ils voient bien comment l'argent est gaspillé sans obtenir des bénéfices concrets en raison d'une mauvaise gouvernance, de l'ignorance du pays et de la corruption qui ronge l'appareil administratif. L'Espagne n'était pas capable de remplir une quelconque fonction « civilisatrice » ; pas de construction d'écoles, d'hôpitaux ni de routes, alors que les militaires gouvernaient et administraient directement les tribus, poursuivant leurs plans de conquête de tout le territoire insoumis. Le faqih Abdelkrim pensait que la collaboration avec l'Espagne lui avait apporté plus de malheurs et de souffrances que des avantages. L'Espagne avait prévu à plusieurs reprises un débarquement de ses troupes à la baie d'Alhoceïma, opération pour laquelle elle comptait sur l'aide inestimable du faqih Abdelkrim Al Khattabi . Or, ce débarquement n'eut pas lieu et la famille Al Khattabi fut victime de représailles des résistants qui brûlèrent leur maison et détruisirent leurs récoltes.

Eu égard à la situation créée, le faqih Abdelkrim va prendre la décision d'appeler ses enfants à ses côtés pour qu'ils soient en sécurité. L'aîné, Mohamed, c'est-à-dire, notre Abdelkrim, quitte définitivement Melilla en décembre 1918 pour rejoindre son père à Ajdir, alors que son petit frère, M'hamed, abandonne Madrid en janvier 1919. Une fois ses deux enfants auprès de lui, le faqih Abdelkrim décide de retirer son appui à l'Espagne, mais sans la combattre. Ils allaient tous rester à Ajdir jusqu'au printemps 1920, date à laquelle ils vont rejoindre la harka de Tafersit qui combattait les Espagnols.

Ces événements avaient lieu plus ou moins en même temps que l'offensive militaire lancée par le général Fernández Silvestre après sa nomination au poste de commandant militaire de Melilla en février 1920. Au début d'août de cette même année le père tombait malade et décédait peu de temps après avoir été ramené à Ajdir. Avec sa mort, la harka de Tafersit disparaissait pratiquement « faute de combattants ». Plus tard, le cadî Abdelkrim va lui-même former

une nouvelle harka, dont il ne tarde pas à être le chef indiscutable. Ses efforts sont dorénavant dirigés vers la réalisation de l'unité des tribus face à l'agression coloniale en promouvant le sentiment d'appartenance à une nation, et la nécessité de cette dernière de se gouverner par elle-même. En dépit des apparences, son mouvement n'est pourtant pas sécessionniste dans son rapport au Maroc. Si le sultan s'était adressé à tous les Marocains pour lutter contre l'invasion étrangère, il n'y aurait pas eu de conflit avec le Rif. L'opposition du Rif au sultan n'avait d'autre cause que la soumission de ce dernier à l'occupant. Pour Mohamed ben Abdelkrim, l'État rifain constituait une première étape vers la libération de l'ensemble du Maroc. Il espérait que le mouvement s'étendrait aux autres régions, qui finiront elles aussi par se soulever contre l'occupation étrangère.

Nous connaissons la suite des événements. Les Espagnols n'avaient plus en face d'eux des résistants disposés à défendre uniquement leur territoire tribal, mais de groupes de combattants bien organisés, déterminés à s'opposer à l'avance des troupes espagnoles non seulement pour défendre le territoire de leur tribu, mais le restant de la zone non occupée. Petit à petit les postes militaires vont tomber l'un après l'autre. Tout d'abord ce fut Dahar Abarran le 1^{er} juin 1921, prélude d'Igueriben et d'Anoual, le 22 juillet de la même année. La chute de Dahar Abarran va donner aux Rifains leurs premiers canons. Puis, tous les postes militaires s'écrouleront l'un après l'autre comme un château de cartes. Le mouvement de la résistance s'étend bientôt à l'ouest, à Ghomara, puis à Jibala. Il ne reconnaît plus comme chef que Mohamed ben Abdelkrim. Le pas suivant qui va être franchi sera l'organisation du territoire et la désignation de caïds et d'autres fonctionnaires civils et militaires, afin de jeter les bases d'un nouvel État, ou plus exactement d'un embryon d'État, puisque les circonstances allaient empêcher son plein développement. Même si les Espagnols récupèrent une partie du territoire perdu dans la zone orientale proche à Melilla, l'État rifain parvient à englober une grande partie de la zone du Protectorat espagnol, particulièrement après que le général-dictateur Primo de Rivera eut décidé en 1924 le repli des postes militaires en-deçà d'une ligne qui portait son nom, soit « la ligne Primo de Rivera ».

En attendant d'avoir son gouvernement bien établi sur la partie du Protectorat attribuée à l'Espagne, Mohamed ben Abdelkrim ne souhaitait nullement un affrontement avec les Français, à qu'il envoyait des messages conciliateurs, cherchant leur neutralité dans le conflit. Il fallait éviter avoir deux fronts ouverts à la fois contre deux puissances européennes, mais le choc va devenir inévitable lorsque Abdelkrim se trouvera devant le problème de répondre à l'appel des fractions de la tribu de Beni Zeroual qui lui demandaient son aide. Cette tribu, très peuplée, située dans la région limitrophe entre les deux zones, dont les limites n'étaient pas bien définies dans les traités, était considérée par les Français comme faisant partie de sa zone, et toute intervention dans le territoire des Beni Zeroual serait donc vue par ces derniers comme une attaque contre eux. Dès ce moment, le conflit se répand à la zone française. Même si le maréchal Lyautey, opposé à une extension du conflit, souhaitait que l'affrontement reste circonscrit à la tribu des Beni Zeroual, il était soumis à des pressions de plus en plus importantes l'obligeant à pencher en faveur d'une coopération militaire avec l'Espagne pour en finir avec Abdelkrim. Le mouvement de libération lancé par l'émir était perçu comme un danger pour la présence française non seulement au Maroc, mais aussi dans toute l'Afrique du Nord.

À la conférence de Madrid, en juin-juillet 1925, les deux pays sont parvenus à un accord de collaboration pour intervenir dans le Rif. Le débarquement d'Alhoceïma avait lieu le 8 septembre 1925, et le 2 octobre les troupes espagnoles envahissaient Ajdir, capitale de l'État rifain. Alors que les Espagnols occupaient la côte et avançaient vers l'intérieur, les Français avançaient vers le Nord avec l'intention de resserrer l'étau autour des Rifains, les prenant en tenaille. Mohamed ben Abdelkrim résisterait encore huit mois, mais la disproportion de moyens était telle qu'il finirait par se rendre. La guerre du Rif fut particulièrement cruelle. Outre les bombes explosives et incendiaires, l'armée espagnole alla jusqu'à l'utilisation des gaz toxiques.

Pour éviter de souffrances à son peuple, affaibli par la famine après des années de mauvaises récoltes causées par la sécheresse, et démoralisé par les bombardements incessants, Mohamed ben Abdelkrim finirait par se soumettre. Le 27 mai 1926 il se rendit aux Français.

Après un séjour de quelques mois à Fès, les Français décidaient de l'envoyer en exil à l'île de la Réunion, dans l'Océan Indien, où il arrivait avec sa famille début octobre. Malgré les nombreuses demandes qu'il adressa au gouvernement français pour qu'on lui permette d'habiter dans un lieu plus proche à sa terre natale, soit dans la zone du Protectorat français, soit en Algérie, le gouvernement français préféra le maintenir éloigné du Maroc jusqu'en 1947, où il décida enfin de le ramener dans le sud de la France. Ce fut alors que profitant d'une escale du bateau à Port Saïd. Pressé par les nationalistes marocains qui étaient montés à bord pour le saluer, il décida de descendre à terre et de demander l'asile politique au gouvernement égyptien. Les nationalistes marocains pensaient, peut-être à juste titre, que les Français se proposaient de l'utiliser pour neutraliser la figure du sultan, chaque fois plus populaire après son discours d'avril 1947 à Tanger. Dans ce discours, contrairement à l'attitude complaisante qu'il avait maintenue jusqu'alors envers le colonialisme français, il déclarait son adhésion à la cause de l'indépendance du Maroc, en parfait accord avec les revendications du Parti de l'Istiqlal, c'est-à-dire du Parti de l'Indépendance.

Pendant son exil au Caire, Mohamed ben Abdelkrim va développer une intense activité. Sur le plan intellectuel, il écrit des articles dans de nombreux journaux et revues sur des sujets ayant trait tant au Maroc qu'aux autres pays et mouvements de libération luttant contre le colonialisme. Sur le plan politique, il allait s'engager à fond dans la lutte pour l'indépendance des pays du Maghreb. Après la fondation en décembre 1947 du Comité de Libération du Maghreb Arabe, il fut nommé président, son frère M'hamed, vice-président, et Habib Bourguiba, le dirigeant du Néo-Destour tunisien, secrétaire. Sa présence dans ce Comité fit cependant polémique du fait de ses désaccords et divergences avec les leaders nationalistes marocains, notamment le leader de l'Istiqlal, Allal El Fassi. Pour Mohamed ben Abdelkrim l'indépendance du Maroc était indissociable de l'indépendance de deux autres pays du Maghreb, soit la Tunisie et l'Algérie. Ses relations avec Mohamed V furent moyennement correctes, tandis qu'avec son fils et héritier, Hassan II, ce ne fut pas pareil. Malgré toutes les tentatives pour qu'il retourne au Maroc, il n'a jamais voulu le faire. Il est mort le 6 février 1963, au lendemain de la naissance de l'Algérie indépendante.

La lettre que Mohamed ben Abdelkrim adressa « aux nations civilisées » le 6 septembre 1922 exprime à la fois l'admiration et la révolte qui l'inspiraient. Il les enjoint « d'agir pour le bien-être de l'humanité entière, indépendamment de toute religion ou de toute croyance ». Il est temps que l'Europe qui a proclamé au XX^e siècle sa volonté de défendre la civilisation et d'élever l'humanité, fasse passer ces nobles principes du domaine de la théorie à celui de la pratique ». Cette lettre est celle d'un homme qui croit au progrès et à la liberté. Pour lui la paix et le respect des droits de l'homme dépendent de l'adhésion de ces « nations civilisées » aux principes qu'elles ont elles-mêmes énoncés.

Le mouvement de résistance de Mohamed ben Abdelkrim représente, au premier quart du XX^e siècle, le couronnement des mouvements antérieurs de résistance à l'occupation étrangère. Il n'est pas seulement une lutte contre l'envahisseur "chrétien" comme les mouvements précédents, mais il les dépasse en quelque sorte car c'est aussi une lutte contre l'exploitation des richesses du pays par les Européens et une pensée qui, par-dessus l'idée de tribu, incorpore l'idée de "nation".

On le doit certes aux capacités exceptionnelles d'organisation et de commandement de Mohamed ben Abdelkrim, mais aussi à un moment historique qui rendait les conditions propices à son éclosion. Après la Première Guerre Mondiale, l'impérialisme européen est devenu plus agressif, et plus violent. La résistance traditionnelle rifaine aux tentatives d'occupation militaire s'inscrit dans cette nouvelle réalité, et les tribus du Rif trouvent chez Mohamed ben Abdelkrim un chef capable d'interpréter leurs aspirations. Précurseur de ce que seront les mouvements de libération nationale après la Deuxième Guerre Mondiale, Mohamed ben Abdelkrim déclarera à un journaliste : « Je suis venu trop tôt ! »³. On peut dire, en effet, qu'il fut en avance sur son temps, mais son échec devint le ferment de l'indépendance future des peuples colonisés, de la rive sud de la Méditerranée et même d'autres continents.

3. Interview d'Abdelkrim dans la revue *Al-Manar*, n° 27. 1926-1927, pp. 630-634.

Bibliographie

- *Abdelkrim et la République du Rif*, 1976, Actes du colloque international d'Études historiques et sociologiques, 28-20 janvier 1973, Paris, Maspero.

- AYACHE, Germain, *Les origines de la guerre du Rif*, Publications de la Sorbonne/SMER, Paris/Rabat, 1981.

- DAOUD, Zakia, 1999, *Abdelkrim : une épopée d'or et de sang*, Paris 2010, Séguier.

- KHATTABI, Mohamed ben Abdelkrim, (El), 2017, *Mémoire de la Réunion* (texte bilingue arabe-français. Traduction française de l'original arabe de Thami Azzemouri). Présentation de René Gallissot et María Rosa de Madariaga, pour la version française ; présentation de Abdelmajid Azzouzi, Mohamed Ounia, Abdelhamid Raïss y Jamal Amezian, pour la version arabe, Éditions Bouregreg, Rabat.

- MADARIAGA, María Rosa de *Abdelkrim el Jatabi. La lucha por la independencia*, Alianza Editorial, Madrid, 2009.

- PENNELL, C.R., *A country with a Government and a Flag. The Rif War in Morocco. 1921-1926*, Middle East & North African Studies Press Ltd, Wisbech (Royaume Uni) / Boulder (Colorado, USA).